

ALLOCUTION DE M. FRANÇOIS MITTERRAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, LORS DE LA RÉCEPTION OFFERTE EN L'HONNEUR DU COMITÉ SCIENTIFIQUE DE LA MISSION DE COMMÉMORATION DU BICENTENAIRE DE LA RÉVOLUTION, PARIS, 24 JUIN 1987.

24 JUNE 1987 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Monsieur le Président,

- Mesdames et messieurs,

- Vous avez bien voulu prendre part à la célébration de 1789. Ce sera un gros travail de conception et de mise en oeuvre : pas de mise en oeuvre sans conception et sans méthode. Après la disparition tragique de M. Baroin, le Président Edgar Faure a bien voulu assumer la permanence, et j'ai vu que son imagination créatrice s'était multipliée au cours de ces derniers mois. Mais vous-mêmes, mesdames et messieurs, avez, bien entendu, à coeur, chacun dans son domaine, et aujourd'hui c'est un domaine commun, de réussir cette célébration. Chacun a apporté ses connaissances, chacun apporte sa part de savoir, de désir de donner de la France une représentation aussi utile que possible, surtout au travers d'événements qui ont eu, vous le savez, et continuent d'avoir, une portée universelle.

- On peut discuter. J'en avais discuté avec M. Baroin. Edgar Faure a bien voulu venir me voir à diverses reprises. J'ai lu beaucoup d'articles à ce sujet. Il ne faudrait pas que finalement toute une série de débats fassent oublier l'essentiel : il y a eu une révolution française, à partir de 1789, elle a eu des conséquences suffisamment importantes pour que nous ne la célébrions pas, nous ne la commémorions pas comme un petit événement local, mais comme une part décisive de la France dans l'évolution du monde et de la société humaine. Cela mérite donc beaucoup d'égards et beaucoup de soin. Il ne faut pas se tromper de direction. Je pense que nous n'avons pas réuni les personnalités qui sont là pour qu'elles lancent un voile de deuil, de déploration, sur ces tristes événements qui se seraient produits il y a deux cents ans, même davantage, mais pour assumer la réalité historique d'une période pleine de contradictions qui cependant a projeté quelques principes de défense des droits fondamentaux de l'homme, et promu les temps modernes. La France, aujourd'hui, est représentée dans le monde très souvent au travers des grandes actions de cette époque et des grands choix d'idées de cette époque. C'est quand même cela l'essentiel. S'il ne s'agit pas de faire cela, ou s'il s'agit de faire le contraire, mais cela n'est pas là votre esprit, bien entendu, il vaudrait mieux changer tout de suite de façon de faire.

- Je sais qu'il y a discussion 1789, et puis 1790 - 1791 - 1792 , 1793, etc... oui, on peut ne pas aborder de la même façon les actes qui rassemblent aujourd'hui l'unanimité des Français, et puis ceux qui ont été l'objet de crises graves, d'éléments de guerre civile, d'actes très sanglants et inutiles, mais ce qu'il faut voir, c'est la direction générale de l'histoire d'un pays. Les crises et les secousses de cet ordre ne peuvent s'apaiser en un instant, et une révolution se dévore elle-même. N'empêche qu'avant et après, tout est différent. Il faut savoir si l'on apprécie ce que l'après veut dire dans la naissance de la démocratie française et dans la fixation de quelques principes simples qui continuent d'habiter ceux qui pensent que le progrès par la démocratie est une réalité, même si elle a été arrachée aussi souvent dans la peine, les larmes et le sang.\

Alors, c'est vous qui nous le direz, puisque vous y travaillez. Il y a l'aspect matériel, l'aspect pratique. C'est très difficile car vous avez bien peu de temps, quand il ne s'agirait que des représentations imagées, conceptions artistiques, 18 mois - 2 ans, c'est tout juste... même beaucoup considèrent que c'est déjà trop court. C'est donc beaucoup exiger de vous, mais en exigeant beaucoup, de vous demander de soumettre au gouvernement pour rendre effectifs les moyens de votre action. Je ne veux pas préjuger, monsieur le Président. Je pense que vous pourriez utilement nous en parler. D'abord définir la ligne générale de votre action, ensuite débattre des moyens. J'écouterai ce que vous me direz, je ne veux pas dire que j'approuverai nécessairement mais j'espère que nous n'irons pas exactement en sens contraire d'une démarche. On ne va pas refaire l'Histoire de France à notre gré. En approchant de l'An 2000, nous avons à prendre en compte l'histoire du pays, à en rechercher les significations, lorsqu'elles sont grandes, à ne pas accroître les divisions naturelles des Français, mais à considérer

comme un élément fondamental de l'histoire du pays la naissance de la Révolution, ainsi que l'histoire la détermine, dans ce -cadre de peu d'années et dont nous sommes aujourd'hui les héritiers.

- Il y a parmi vous beaucoup de savants, d'historiens, de sociologues, beaucoup de femmes et d'hommes de toutes sortes dont la vie passée répond de leur intégrité intellectuelle. J'espère que nous serons, en 1989, en mesure d'agir dignement par -rapport à ce passé là qui reste notre présent.\